



## DECLARATION FNME CGT – CSE C GRDF DOSSIER VENTE ACCUEIL

Séance du 22 janvier 2026

Ce projet Vente et Accueil n'est pas un accident de parcours. C'est un symptôme. Il illustre jusqu'à la caricature ce que produit la logique de rentabilité à court terme appliquée à un service public essentiel : suppressions de postes, externalisation, casse des collectifs de travail, dégradation du service rendu aux usagers et mépris des alertes des salariés et de leurs représentants.

Pourtant, il existe une autre voie. Ce que les agents expriment à travers leur refus de ce projet, c'est une exigence positive : que GRDF et, au-delà, tout le secteur de l'énergie cessent d'être pilotés par des objectifs financiers et redeviennent pleinement au service de l'intérêt général, de la transition énergétique et des droits des travailleurs. Pour en finir avec la fuite en avant des projets destructeurs.

Depuis des années, les mêmes recettes sont appliquées : réorganisations en chaîne, mutualisations, centralisations, externalisations, management par les chiffres, le tout emballé dans un discours de « performance » et « d'agilité ». Résultat : des emplois détruits, des savoir-faire perdus, des agents épuisés, et un service public fragilisé alors même que les besoins des usagers et les défis climatiques n'ont jamais été aussi forts.

Ce projet Vente et Accueil s'inscrit exactement dans cette logique : on taille dans les effectifs, on confie le cœur de la relation client à un prestataire privé, on fait exploser les repères des équipes. Et on appelle cela « professionnalisation » et « adaptation ».

Les salariés, eux, voient bien que derrière les mots, il s'agit surtout de réduire la masse salariale, de flexibiliser toujours plus, et de préparer de nouvelles privatisations et externalisations.

Nous avons besoin d'un autre cap : l'intérêt général. Pas les profits.

Pour que ces projets cessent, il ne suffit pas d'arrêter un dossier par-ci par-là. Il faut changer le cap. Tant que GRDF et l'ensemble de la filière énergie resteront soumis aux exigences des marchés financiers et à la logique de concurrence, chaque décision d'organisation sera biaisée par la recherche de gains comptables au détriment de l'intérêt général.

À l'inverse, dans un secteur pleinement public, contrôlé démocratiquement, chaque choix d'investissement, chaque projet d'organisation pourrait être orienté vers la continuité et la qualité du service pour tous, la sécurité et la santé des agents, la réduction réelle de l'empreinte carbone, le maintien et le développement de l'emploi qualifié sur tout le territoire.

Cela veut dire : arrêter de traiter les activités clients comme un « centre de coûts » à externaliser et reconnaître qu'un service de proximité, stable, formé, est une condition de la transition énergétique, pas un luxe.

Cela veut dire aussi donner la priorité aux besoins des usagers et des territoires, plutôt qu'aux injonctions de rentabilité et aux promesses irréalistes faites aux marchés.